

La crise du régime franquiste et les tâches des communistes-internationalistes

Résolution du C.C. du groupe espagnol (Décembre 1945)

1) L'Espagne atteint le point critique de la crise du régime franquiste, rendue plus intense encore par la crise générale consécutive à la fin de la guerre mondiale.

Six années et demie de franquisme n'ont pas apporté à la bourgeoisie espagnole les solutions que celle-ci en attendait, à part la destruction sanglante du prolétariat organisé et une répression sauvage contre le peuple, hostile au régime. Pendant que les prisons et les camps de concentration se sont surpeuplés au cours de cette période, les usines, ateliers et mines ont vu décroître leur nombre de travailleurs. Le chômage ouvrier a été la constante de ce régime qui devait apporter, selon ce que proclamaient ses chefs, la « prospérité du pays par le travail ».

2) A l'exception de quelques secteurs de l'industrie dans lesquels une impulsion relative se produisit durant la guerre impérialiste, grâce aux demandes de cette dernière, la production en général a stagné péniblement sans pouvoir atteindre en beaucoup de ses branches, le niveau antérieur à la guerre civile. En prétendant théoriser la banqueroute industrielle, Franco mit la faute, il y a quelques mois, sur le manque d'importation de l'étranger. Il ne parvint ainsi qu'à mettre en évidence, une fois de plus, le retard de l'industrie espagnole et le caractère mensonger de sa prétendue « autarchie économique », avec laquelle il commença la « croisade de la reconstruction du pays ».

3) Dans le domaine agricole, la production n'a pas réussi à se relever, à cause de l'insuffisance de semences, d'engrais, de machines et de bétail. La production d'huile d'olive, qui occupa toujours la première place mondiale, l'huile constituant un des produits les plus importants de l'exportation espagnole, accuse un déficit de 40.000 tonnes en relation avec les nécessités ordinaires du pays. En céréales panifiables, tubercules, légumes et viandes, le déficit de la production, non compensé par les importations, se chiffre également en milliards de tonnes.

4) A côté de cette économie en crise, déjà retardée en soi, le régime franquiste a créé l'appareil d'état le plus gonflé que l'Espagne ait connu. Une exubérante bureaucratie administrative, policière, judiciaire, militaire et phalangiste dévore, dans sa quasi-totalité, le budget fabuleux établi à la mesure de son appétit. Budget dont les entrées sont obtenues pour la plus grande part par des exonérations directes.

5) Obligé de créer des caisses de compensation pour venir en aide aux industries paralysées faute de matière première et d'énergie électrique, Franco recourt à la création de nouveaux impôts, pressurant encore plus le peuple et accélérant ainsi la ruine des classes moyennes. Cette politique de contributions directes, par laquelle on prétend arrêter la marche de la crise vers l'abîme, ne fait que l'approfondir et augmenter la circulation fiduciaire, ce qui, à son tour, provoque une hausse des prix déjà très élevés.

6) La misère des masses, Franco a voulu la couvrir avec la feuille de vigne des lois appelées sociales, dont le peuple n'a d'autres nouvelles que le paiement de contributions qu'on exige de lui en leur nom, soit par décret, soit sous forme de souscriptions « volontaires ». Enlever d'une main plus que ce qu'on donne de l'autre; faire beaucoup de misérables pour en secourir quelques-uns, tel est le mécanisme des lois sociales de Franco, au sujet desquelles le journal français bourgeois *Le Monde* a écrit: « Ce n'est pas un remède à la misère, c'est plutôt son organisation ». La mendicité publique en Espagne ne trouve, chez les gou-

verneurs de province et les maires, d'autres « solutions » que de menacer, par voie d'affiche, les citoyens qui facilitent la propagation de cette « plaie sociale » en la secourant.

La baisse du pouvoir d'achat de la peseta devait nécessairement obliger le gouvernement franquiste à une relative augmentation des salaires. L'augmentation, dans la plupart des cas, n'a pas dépassé 50 à 60 % des taux en cours avant la guerre civile. Parallèlement, le coût de la vie a augmenté de 300 à 400 % en ce qui concerne les prix officiels.

7) « L'abondance » en articles de consommation, dont se vante le régime franquiste, n'est pas l'abondance d'aucune sorte de superproduction, mais le résultat de la sous-consommation des masses réduites à des salaires misérables qui ne leur permettent pas, même de loin, d'atteindre les achats minimaux des temps « normaux ». Limitées à un rationnement de faim, elles se décarcassent pour obtenir quelque chose au marché noir, officieusement admis, et auquel fait compétence un marché noir officiel, organisé par les syndicats patronaux, les grandes compagnies, etc., et qui offre tout le caractère d'un véritable cartel ou trust du commerce noir.

La misère de la population est si grande, que les attaques à main armée, les vols se multiplient. La présence de tels faits, dans un régime caractérisé par sa terreur, indique, d'une part le degré de désespoir des masses et, d'autre part, marque le premier signe ostensible de décomposition de l'appareil d'état franquiste.

8) D'un côté paralysation d'une grande partie de l'industrie, impôts exorbitants, inflation, débauche « primoriveriste » de la haute bureaucratie qui consomme la plus grande part du revenu national, corruption généralisée des organismes d'état. D'autre part, bas salaires, chômage, faim et agitation dans la population. Tel est le tableau que nous offre l'Espagne « national-syndicaliste » à six ans et demi de son triomphe.

9) L'entrée en scène du prolétariat international, au moment de la « libération » de l'Europe, a mis à l'ordre du jour le renversement du régime franquiste. Cependant, Franco a pu continuer à se maintenir, grâce au freinage que réformistes et staliniens ont imposé à la Révolution en Europe et grâce aussi aux appuis que Franco a reçus des impérialismes vainqueurs. Malgré tout, la crise que le pays traverse et la pression révolutionnaire des masses à l'échelle mondiale abrègent le délai de la chute de Franco.

La bourgeoisie essaie de sortir de la situation en sacrifiant Franco, cherchant par là le moyen d'éviter le mal plus grand de la révolution. Ce qui terrifie la bourgeoisie, c'est qu'après la liquidation du régime franquiste, qu'elle s'efforce de liquider dans l'ordre, la révolution pointe. La bourgeoisie, sachant que la prolongation du pouvoir de Franco continue à accumuler les facteurs d'explosion révolutionnaire, se prépare à renoncer à ses services. Sachant également qu'au moment où elle y renoncera, la crise révolutionnaire fera irruption, elle le soutient. Se débattant dans cette contradiction, la bourgeoisie s'efforce de sortir de l'impasse en recourant au procédé — classique pour elle dans de telles conjonctures — qui consiste à réduire le champ de l'action indépendante du prolétariat par des pactes et compromis « front-populistes », dont sont l'expression aujourd'hui la Junte Espagnole de Libération, l'Alliance des Forces Démocratiques, l'agonisante Union Nationale et, enfin, ce qu'on appelle le Gouvernement Giral,